

Notre "effroyable tranquillité"

C'est la bataille de la misère qui nous attend. À coup sûr. C'est de cela qu'il faudrait parler, jour après jour. Une immense vague de pauvreté s'apprête à déferler sur notre pays, et nous regardons ailleurs. Nous craignons (à juste titre) le péril sanitaire du Coronavirus, mais nous oublions l'autre. J'emprunte le titre de cette chronique à une consœur, Natalia Trouiller. Elle vient de publier dans l'hebdomadaire chrétien « La Vie », une tribune qui m'a troublé. « Cela va être terrible, écrit-elle, et personne n'est prêt ». Comme c'est vrai !

Tous les soirs, à heure fixe, les responsables du système de santé nous décrivent en détail les étapes de la pandémie, et la lente, très lente décline du nombre de morts et d'hospitalisés. Ce sont de bonnes nouvelles à répétition. Les chefs de l'exécutif prennent d'ailleurs la parole, tous les jours ou presque, afin de nous « rassurer ». Aujourd'hui, ils nous décrivent par le menu les étapes du « déconfinement », annoncé pour demain lundi 11 mai.

Mais de l'autre catastrophe en cours, nul ne dit mot. Les agriculteurs ne trouvent plus de saisonniers étrangers pour les aider à récolter leurs légumes ou leurs fruits. Les étudiants crèvent la dalle. D'innombrables familles « n'y arrivent plus » et on sent bien que s'accumule une colère sociale telle que des émeutes de la faim risquent de faire rétrospectivement apparaître la révolte des gilets jaunes comme un simple froncement de sourcils.

Ajoutons à cela, les innombrables licenciements qui aggravent le chômage de masse. Natalia Trouiller, fervente chrétienne, n'est pas tendre pour les siens. Elle leur annonce que, sur le parvis des églises de France, ce ne sont plus les quelques mendiants d'hier qui nous attendrons mais des familles entières qu'il faudra enjamber. « Le téléphone du presbytère, ajoute-t-elle, sonnera bien plus souvent pour des colis alimentaires que pour des baptêmes... Faut-il préciser que, déjà, le nombre des suicides s'envole. Chez les paysans, les chômeurs, les policiers, les travailleurs de la santé et de l'action sociale, etc. Bref, c'est peu de dire que le temps se couvre. Les bataillons de pauvres sont devenus la chair à canon de la guerre sociale. Et qu'on ne me dise pas que j'exagère. Cela fait plusieurs décennies que cette « tiers-mondisation » est à l'œuvre. Il serait malhonnête d'imputer au seul quinquennat en cours, et malgré ses cafouillages répétés, la responsabilité de ce qui nous arrive.

Une chose est sûre : il aura suffi d'un minuscule virus pour rendre grimaçante la figure des statistiques et transformer — déjà ! — une calamité sanitaire en désastre social, politique et médiatique. Ce n'est pas tout. Dans une telle conjoncture, un péril supplémentaire s'ajoute de façon mécanique : l'évolution autoritaire de l'exécutif et le durcissement de sa police. La peur collective permet de faire passer tout cela, en contrebande, au nom de la « sécurité ». J'ai lu une passionnante interview du philosophe (et normalien) Pierre Manent. Un grand. Il fut proche de Raymond Aron au collège de France.

Dans Le Figaro, daté du 23 avril dernier, il disait son inquiétude. À ses yeux, au nom de l'urgence sanitaire, un état d'exception a été institué. « La rapidité, la complétude, l'allégresse même avec lesquelles l'appareil répressif s'est mis en branle font un pénible contraste avec la lenteur, l'impréparation, l'indécision de la politique sanitaire, qu'il s'agisse des masques, des tests ou des traitements éventuels. » Pour le dire autrement, sous couvert de mobiliser les énergies, on culpabilise les citoyens. « Des amendes exorbitantes frappent des écarts innocents ou bénins ». C'est le fameux syndrome de la matraque qu'incarnent assez bien notre ministre de l'intérieur Christophe Castaner et — surtout — notre préfet de police de Paris, Didier Lallement, dont la réputation de « cogneur » n'est plus à faire. En mars 2019, on l'a fait venir de Bordeaux pour ça.

On dit que le pire n'est jamais sûr. Ouf !

JC Guillebaud

texte paru dans Sud-Ouest-Dimanche, 10 mai 2020